

Oscar Temaru : "L'indépendance de ce pays ce n'est pas l'affaire du Tavini, c'est l'affaire de tout un peuple"

le 27 mai 2010 à 20:48 | source: Tahitipresse |

Une soixantaine de personnes a accueilli Oscar Temaru, à son arrivée à l'aéroport de Tahiti Faa'a. De retour de Nouméa, où il a tenté de participer avec une délégation polynésienne au forum organisé par l'ONU sur la décolonisation, le président du Tavini Huiraatira a tenu à s'expliquer sur le sens de sa mission.

Le leader du Tavini s'est tout d'abord félicité que l'interdiction, par le haut-commissaire de Nouvelle-Calédonie, de participer à cette réunion ait finalement donné de la publicité à la délégation polynésienne. "Mais qu'est-ce qui s'est passé ?", a d'emblée lancé Oscar Temaru qui sait que son déplacement a été sujet à polémique. "Nous sommes allés en Nouvelle-Calédonie pour nous exprimer. Et je pense que la liberté d'expression est un des droits fondamentaux de l'Homme". Il a voulu aussi remercier le sénat coutumier qui a "pris à contre-pied l'Etat colonial français" en lui permettant de s'exprimer malgré tout devant les membres du comité des 24 - alors que l'intervention des forces de l'ordre, empêchant la délégation polynésienne de participer à la réunion, s'était effectuée "sans décision de justice". "Nous avons pu discuter librement comme nous savons le faire en tant qu'Océaniens"

Nous avons pu "discuter librement comme nous savons le faire en tant qu'Océaniens, en tant que peuples du Pacifique", a-t-il voulu faire savoir en expliquant qu'il a rappelé, lors de cette rencontre qui a duré plus de quatre heures, qu'il y avait plus de trente ans qu'était mené ce combat pour le droit à l'autodétermination des Polynésiens. "C'est le droit le plus fondamental pour un peuple. Ce pays a été colonisé par la force, par les armes. Il est temps que la France assume ses responsabilités" en considérant "comme mission sacrée d'aider les territoires comme la Kanaky et nous à accéder à la pleine souveraineté".

Il a rappelé comment, en 1986 - avec Jean-Marie Tjibaou - il avait pu faire adopter à New-York une résolution, à l'ONU, pour remettre la Kanaky sur la liste des pays à décoloniser. "Il était question l'année d'après de faire ça pour la Polynésie et vous savez ce qui s'est passé... Aujourd'hui, je peux vous dire que le cas de la Polynésie est entre les mains du Secrétaire général de l'ONU".

"Cette mission est une mission accomplie, mais le travail n'est pas terminé", a-t-il voulu faire savoir – sans en dévoiler la stratégie – avant de répondre aux questions des journalistes.

"Il faut que ce pays soit un état souverain, et le plus tôt possible"

Interrogé sur l'hypothèse d'une indépendance "tout de suite" : "Il y a de l'intendance que l'on peut assurer avec ce statut d'autonomie, mais pour les questions importantes, je dirais primordiales pour l'avenir de nos futures générations", a

expliqué Oscar Temaru, "il faut que ce pays soit un état souverain, et le plus tôt possible".

Faisant écho à la polémique engendrée par ses propos, en cas de victoire aux prochaines élections territoriales : "je n'ai pas dit "je veux que ce pays soit indépendant", j'ai dit "si nous gagnons les élections", ça veut dire quoi ? Ca veut dire que les populations se seront exprimées en toute connaissance de causes... voilà, et on déclare ce pays indépendant ! C'est une décision qui émane de la population. C'est ça la démocratie !" Et le leader historique du Tavini d'expliquer, à contrario, que le Général de Gaulle avait "imposé sa loi ici en utilisant nos atolls pour les expériences nucléaires", ou encore, qu'en septembre 2007, au mépris des 44 avis contraires de l'Assemblée territoriale, M. Estrosi avait fait passer sa loi (ndlr- de modification du statut de 2004). "C'est ça la démocratie ?", a-t-il interrogé.

"Nous n'avons pas de leçons de démocratie à recevoir"

"Nous n'avons pas de leçons de démocratie à recevoir de qui que ce soit" a-t-il encore lancé à l'adresse du haut-commissaire, Adolphe Colrat, qui déclarait récemment en commentaire aux propos tenus à Nouméa: "l'indépendance n'est pas l'affaire d'un seul homme".

"Je ne dis pas que l'indépendance est la panacée, il faudra travailler dur", a-t-il néanmoins tempéré en insistant sur l'importance de l'éducation qui "n'a jamais été la politique des gouvernements respectifs jusqu'à aujourd'hui... On n'a jamais programmé la mise en place d'une politique responsable des cadres qu'il faut pour ce pays... on s'est contenté de la politique de la main tendue...". Et Oscar Temaru de déplorer que l'on ne lui ait pas laissé "au moins une mandature" pour montrer ce qu'aurait pu faire son gouvernement.

"L'indépendance de ce pays ce n'est pas l'affaire du Tavini Huiraatira, c'est l'affaire de tout un peuple", a-t-il encore lancé en rappelant qu'il y avait "encore du travail à faire". Et celui-ci d'énumérer, notamment, quelques dates du calendrier qui l'attendent : la conférence des pays "du Fer de Lance", en septembre prochain à Suva, ou encore la Fête de l'indépendance du Vanuatu, le 30 juillet, qui a accédé à l'indépendance il y a trente ans. "Je vous invite à aller voir comment ils sont heureux, chez eux !".